Vers une déontologie de l'enseignement

Towards a professional code of ethics in teaching

Eirick Prairat

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/educationdidactique/485>

DOI : 10.4000/educationdidactique.485

ISBN : 978-2-7535-1621-2

ISSN : 2111-4838

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2009

Pagination : 113-131

ISBN : 978-2-7535-0873-6

ISSN : 1956-3485

Référence électronique

Eirick Prairat, « Vers une déontologie de l'enseignement », *Éducation et didactique* [En ligne], 3-2 | Juin 2009, mis en ligne le 01 juin 2011, consulté le 08 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/educationdidactique/485> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/educationdidactique.485>

VERS UNE DÉONTOLOGIE DE L'ENSEIGNEMENT

Eirick Prairat, Université Nancy 2, LISEC (EA2310)

Résumé: Cet article propose une réflexion sur l'éthique professionnelle des enseignants. Plus précisément, il défend l'idée que l'orientation déontologique est devenue une perspective souhaitable. Celle-ci relève moins d'une aspiration morale que d'une attitude lucide qui a pris acte des changements intervenus dans la société et dans l'exercice du métier. Cet article s'attache aussi et surtout à définir à partir d'une triple caractérisation l'idée de minimalisme déontologique, montrant que c'est sans doute la seule régulation compossible avec le pluralisme qui caractérise aujourd'hui les professions.

Mots clés : déontologie, morale, norme, pluralisme, profession

Eirick Prairat

Introduction

Le regain d'intérêt pour les questions d'éthique professionnelle et de déontologie peut être compris à la lumière d'une triple analyse. Il y a tout d'abord -fait sociologique majeur- l'évolution des sociétés démocratiques modernes qui, pour toutes une série de raisons (progrès des libertés, pluralité des modes d'expression, ...), apparaissent marquées par « le fait du pluralisme¹ ». C'est sans doute le propre des « sociétés ouvertes » que d'accueillir en leur sein une pluralité de valeurs et de points de vue idéologiques et axiologiques. Les deux autres raisons sont relatives au monde de l'enseignement et de l'école. Il y a l'exigence d'une plus grande professionnalisation qui se traduit, pour les enseignants, par une demande accrue d'expertise et d'efficacité. A cela s'ajoute, comme l'a justement noté Pierre Kahn, un contexte de « crise de l'autorité » qui nécessite de manifester une cohérence éducative plus forte « devant des comportements d'élèves que la seule force de l'institution arrive de moins en moins à normer », contraignant les enseignants à « se mettre aussi d'accord sur des principes et des obligations déontologiques² ». Dans la première section de ce texte, nous précisons la notion de déontologie professionnelle. Dans les deux suivantes, nous présentons les arguments *pro et contra* l'orientation déontologique. La quatrième section est réservée à présenter une proposition théorique : celle du minimalisme. Enfin, dans la cinquième et dernière section, nous montrons que l'orientation déontologique est une tentative pour ouvrir un chemin original, une voie nouvelle entre solipsisme éthique et contrôle moral.

Clarifications

Précisons maintenant l'idée de déontologie professionnelle. On doit le terme de déontologie au philosophe anglais Jeremy Bentham (*Deontology or the science of morality*, 1834). Pour lui, le terme de déontologie est tout simplement un « nom plus expressif » pour désigner l'éthique. Si on suit l'étymologie (du grec *deonta* : les devoirs et de *logos* : le discours), la déontologie peut être définie comme la théorie des devoirs. Ce mot, précise le dictionnaire philosophique Lalande, « ne s'applique pas à la science du devoir en général, au sens kantien : il porte au contraire avec lui l'idée d'une étude empirique des différents devoirs, relative à telle ou telle situation³ ». L'objet de la déontologie n'est donc pas de fonder philosophiquement la notion d'obligation, ni de comprendre en quoi un devoir est un devoir, mais d'inventorier très concrètement les obligations qui incombent à un professionnel dans l'exercice de sa tâche. C'est ce sens que retiennent, aujourd'hui, aussi bien les dictionnaires spécialisés que les dictionnaires généralistes. La déontologie, écrit par exemple le petit Larousse est « l'ensemble des règles et des devoirs qui régissent une profession, la conduite de ceux qui l'exercent, les rapports entre ceux-ci et leurs clients ou le public ».

La déontologie n'a donc pas une vocation spéculative mais une visée pratique, elle entend définir pour une pratique professionnelle donnée, à partir de son axiologie, un socle commun de règles, de recommandations et de procédures. La prolifération actuelle de codes de bonne conduite, de chartes en tous genres, de listing de « tu dois » et de « il faut », notamment

dans le monde du commerce, souvent à l'initiative des employeurs ou des décideurs économiques et ce, pour contrôler les employés, obscurcit et déforme l'idée déontologique. « Les règles déontologiques émanent de groupes professionnels déterminés qui les établissent généralement par l'intermédiaire de leurs propres instances, ordres professionnels, associations ou syndicats. Elles correspondent à un phénomène d'autorégulation⁴ ». Une déontologie émane toujours des professionnels eux-mêmes, elle manifeste ainsi le désir qu'a une profession de s'auto-gouverner. Mais nous ne comprenons vraiment ce qu'est une déontologie professionnelle que si nous complétons cette définition essentialiste par une réflexion sur les fonctions. À quoi ça sert une déontologie ? Quelles grandes fonctions remplit une déontologie au sein d'une profession ? Une déontologie remplit trois grandes fonctions.

Faciliter la décision et l'engagement. Elle est d'abord là pour organiser un groupe de professionnels en lui donnant des points de repères pour décider, s'orienter et agir dans des contextes de travail brouillés et difficiles. Une déontologie est là pour éclairer des praticiens dans l'exercice de la décision. Loin d'être un carcan qui les enferme, elle est au contraire un guide pour assumer une responsabilité en acte et trouver des réponses à ce qui ne va plus de soi ou à ce qui n'est jamais vraiment allé de soi. « ... Rapprochées de l'éthique, note Denis Salas, les normes déontologiques deviennent une aide pour un décideur exposé à des risques (...). La déontologie ne se borne plus à incriminer un comportement dans une polarité fautive/sanction pour devenir une référence à de valeurs⁵ ».

Définir l'identité d'une profession. Une déontologie est un texte qui essaie toujours *in fine* de répondre à la question « *quid ?* ». Qu'est-ce que bâtir pour un architecte ? Qu'est-ce qu'informer pour un journaliste ? Qu'est-ce que prodiguer des soins pour un médecin ? Une déontologie précise une identité professionnelle. L'exposé des motifs du nouveau code des psychologues illustre cet aspect, on ne peut plus clairement. « Cette refonte, précise le texte, est d'autant plus urgente que l'exercice professionnel de la psychologie s'est largement diversifié. Plus l'inscription sociale de la discipline se confirme, plus grandes sont les responsabilités, rendant difficile le maintien d'une réflexion éthique, qui fonde pourtant l'essence même de la compétence (...). La loi de 1985 a concrétisé

l'existence d'une communauté professionnelle aux contours flous du fait des spécialisations et de leur cloisonnement⁶ ». Il s'agit, on le voit, de s'adapter à une nouvelle donne socio-juridique mais aussi et surtout de redéfinir une identité professionnelle en clarifiant la spécificité d'un champ et la finalité des missions assignables.

Moraliser les pratiques professionnelles. Enfin, une déontologie précise les bonnes et les mauvaises pratiques. Il ne s'agit pas, en l'occurrence, de jeter l'anathème sur certaines pratiques pédagogiques et à rebours de dicter le « pédagogiquement correct ». Une déontologie enseignante n'a pas à fixer des standards didactiques mais à proposer des critères socio-éthiques qui permettent de récuser ou de valider certaines pratiques. Une déontologie identifie les pratiques douteuses, ambiguës ou illégitimes au plan socio-moral pour ne retenir que celles qui méritent d'être retenues. À la limite, une déontologie n'invente rien, ne crée pas de nouvelles normes, mais se contente d'interdire ou de valider certaines régularités déjà à l'œuvre dans les pratiques professionnelles. Dans toutes professions, il y a des choses à faire et à ne pas faire. En ce sens, elle est une sorte sagesse collective issue des débats qui traversent et travaillent une profession.

Ne pensons pas qu'une déontologie professionnelle se substitue à l'éthique personnelle. La déontologie médicale, pour prendre un exemple, ne dispense jamais le médecin d'un travail de délibération, elle ne lui fait jamais faire l'économie de la réflexion et du discernement. Sa déontologie est au contraire une aide, une béquille pour lui permettre d'assumer ses responsabilités morales avec plus de fermeté et de lucidité. Éthique et déontologie sont, en somme, les deux bornes d'un même arc électrique. Plus fondamentalement, il n'y a pas d'élan éthique qui ne s'adosse à une précompréhension de l'expérience morale telle qu'elle est donnée par la communauté sociale ou professionnelle. L'inévitable et silencieux dialogue entre l'individu et la communauté d'appartenance (communauté de vie ou de travail) est toujours médiatisé par un ordre socio-symbolique qui institue les règles de l'être (et/ou de l'agir) ensemble, pose des devoirs et des droits, bref représente ce que l'on peut appeler une morale objective, ou une déontologie dans le cadre de l'exercice professionnel, que celle-ci soit vive ou cachée.

Utilité

Affirmer l'utilité et l'intérêt de la perspective déontologique c'est mettre au jour les bénéfices que procure, d'abord pour les professionnels, l'adoption d'une déontologie et ce, en regard d'un contexte de travail. Dans la présente section, nous présentons les principales raisons qui militent aujourd'hui en faveur de l'introduction d'une charte de déontologie au sein de l'enseignement.

L'habitus et la règle

L'appartenance à un corps devient problématique lorsque celle-ci ne repose plus sur l'existence d'un habitus partagé, c'est-à-dire sur l'existence d'un ensemble incorporé de règles de perception et d'action. Car ce sont ces *pattern* qui fédèrent les professionnels d'une même branche d'activité et les rendent socialement visibles comme tels vis-à-vis de l'extérieur. L'effritement, l'affaiblissement voire la disparition d'un habitus commun, quelle qu'en soit la raison -par exemple un recrutement social plus diversifié- appelle une externalisation et une explicitation des principales règles qui définissent une pratique professionnelle. Lorsqu'il n'y a plus d'habitus partagé, le sentiment d'appartenance à un groupe se fait par une allégeance collective et déclarée à un ensemble de principes et de règles.

Dans un corps socio-professionnel marqué par la pluralité des références morales, culturelles et didactiques l'explicitation des règles semble être un exercice obligé pour résister aux forces centrifuges et maintenir une relative unité professionnelle. Il y a une dialectique de l'endogène et de l'exogène qui est aussi une dialectique de l'implicite et de l'explicite, de l'habitus et de la règle. « Dès lors, écrit justement Joël Roman, que prévaut l'individualisme des conduites, des références morales, des valeurs auxquelles on se réfère, la seule règle commune permettant la coexistence se doit d'être explicitée, codifiée dans des textes et actionnées par des procédures. À partir du moment où il n'est plus possible de faire fond sur un implicite commun, nos relations avec les autres doivent être régulées par la loi⁷ ». En d'autres termes, plus nous sommes indépendants, plus nous avons besoin de règles. L'instauration d'un code de déontologie, par l'explicitation des règles du jeu, réactive le sentiment

d'appartenance à un corps lorsque celui-ci tend à s'étioler.

L'espace de l'agir qualifié

Face à la dispersion extensive et à l'accroissement potentiel des tâches liées à la complexification des activités professionnelles, un code de déontologie permet de fixer ou de réaffirmer les contours d'une pratique professionnelle. Il précise et, par là même, stabilise les tâches assignables, en droit, à un professionnel. Même si entre le droit et le fait, entre le travail prescrit et le travail réel, il y a toujours un écart, une différence, l'argument n'en garde pas moins sa pertinence. La mise au jour de ce que l'on pourrait appeler le domaine de définition d'une pratique devient un enjeu d'autant plus important que les professionnels ont à s'articuler à d'autres professionnels appartenant à d'autres branches d'activité.

Plus un professionnel est impliqué dans un jeu complexe de coopération interprofessionnelle, plus il ressent ou peut ressentir le besoin que soit précisé son domaine propre d'activité. Lorsqu'une coopération professionnelle s'établit dans un contexte fortement hiérarchisé, les ajustements se font généralement de manière autoritaire et unilatérale. Mais lorsque cette coopération mobilise des professionnels qui n'entretiennent pas entre eux des rapports de subordination, les arrangements s'établissent de manière tâtonnante et empirique. C'est dans cette seconde situation que l'exigence de délimitation se révèle utile car, en produisant de la lisibilité, elle facilite les accords et les ajustements. Un code de déontologie définit donc, *in fine*, le domaine de compétence du professionnel, l'espace de l'agir qualifié⁸. La délimitation d'un domaine d'expertise produit toujours des effets de légitimation pour une profession, à l'inverse toute extension inconsidérée de son champ d'intervention en affaiblit son crédit⁹.

Assurance psychologique et sécurité juridique

Face à des situations professionnelles de plus en plus complexes, les professionnels peuvent se sentir désorientés, paralysés. « Si la demande de déontologie possède un fondement de légitimité, note Jean-Pierre Obin, elle réside sans doute dans la difficulté crois-

sante des fonctionnaires de l'Éducation nationale d'exercer leur liberté professionnelle¹⁰ ». Assurance psychologique mais aussi et surtout sécurité juridique. Les enseignants, comme tout fonctionnaire, bénéficient d'une protection juridique¹¹. Cela dit, on assiste depuis plusieurs années à une montée progressive du contentieux entre enseignants et parents, même si les chiffres restent modestes eu égard au nombre de jeunes scolarisés. Le fait nouveau et inquiétant est que les parents n'hésitent plus aujourd'hui à contester en justice la plus banale des décisions scolaires. C'est aujourd'hui l'ensemble de la vie scolaire qui est sous le regard du juge (orientation, sanction, tenue vestimentaire, ...). La qualité de l'enseignement, qui est au cœur de l'école, est encore épargnée, mais tout indique que nous entrons dans une société où tend à exister, sur le modèle américain, une incrimination juridique virtuelle permanente.

Un code de déontologie en définissant la compétence en terme d'obligation de moyens, et non de résultats, en prescrivant en certaines circonstances délicates des protocoles à respecter ou des comportements à éviter, travaille à distinguer l'échec de la faute et à restaurer l'échec comme issue toujours possible d'une situation. En séparant clairement l'échec de la faute, il tend à fournir, *a priori*, les arguments pour une relaxe en cas de poursuite juridique. Expliquons-nous. Un code de déontologie prescrit ce qui doit être fait ou évité impérativement dans certaines situations précises. Si l'objectif n'est pas atteint ou si la situation tourne mal, cela ne saurait être imputé au professionnel qui a fait ce qu'il devait faire, mais aux circonstances, à la malchance, à la logique même de l'événement. Le fait que la situation n'ait pas abouti n'est pas imputable à un manquement ou à une négligence, ce n'est donc pas une faute mais un échec au sens où l'ensemble des conditions, dont certaines étaient par définition imprévisibles, n'étaient pas réunies pour que la situation se réalise. Dans une « société de plaignants », un code de déontologie est un dispositif professionnel qui tend à réduire les risques de recours juridiques en rendant visible ce qui devait être fait normalement -et de manière minimale- dans certaines situations précises¹².

L'affaiblissement de la caution statutaire

L'argument part d'un constat partagé : le déficit croissant de légitimité du statut dans nos sociétés de

l'évaluation¹³. De manière générale, être titulaire, il y a peu, c'était savoir faire ; le titre était perçu comme la garantie indiscutable de compétences et de savoir-faire. Le statut garantissait *a priori* la qualité des pratiques. C'est ce lien analytique statut/compétences qui est aujourd'hui en train de se défaire, c'est cette équation que l'on conteste volontiers avec, disons-le, une primauté accordée à la compétence, entendue comme aptitude à mobiliser et à combiner *in situ* des ressources inscrites dans des contextes complexes et originaux. La personne compétente est celle qui sait construire des réponses pertinentes pour gérer des situations professionnelles de plus en plus complexes.

Une telle définition amène à distinguer formation et professionnalisation. Si la formation vise à enrichir le capital des ressources incorporées, à s'entraîner à leur combinaison et à leur mobilisation, la professionnalisation ajoute à la formation l'organisation de situations de travail plurielles où s'expérimente, *in re*, la construction effective des compétences. Dès lors que le statut n'immunise plus contre le soupçon ou le discours réprobateur de l'incompétence, le professionnel est alors dans l'obligation réitérée de faire ses preuves, de signifier et de manifester qu'il est compétent. Un code de déontologie est un trait d'union qui rapproche statut et compétences. C'est une arme anti-soupçon qui repose sur l'attestation, ou plus exactement, sur la mise en acte dans une extériorité visible d'un ensemble de comportements et d'attitudes légitimement attendus.

L'exigence de transparence

Depuis trois à quatre décennies -le processus est assez difficile à dater- nous assistons à une lente érosion de la légitimité traditionnelle de l'école. C'est une évolution majeure qui mérite quelques explications. Jadis, la légitimité de l'école était institutionnelle. La noblesse de ses missions -transmettre des univers symboliques et former le citoyen- suffisait à la garantir. La manière dont celle-ci s'acquittait de sa tâche était l'objet d'une préoccupation parentale plutôt distante. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'école ne peut plus faire l'économie d'une information et d'une explication sur son projet d'établissement, sur son mode de fonctionnement ainsi que sur les dispositifs et les procédures disciplinaires qu'elle utilise. La légitimité de l'école est aujourd'hui une

légitimité mixte : institutionnelle et fonctionnelle. Il s'agit donc moins d'une crise que d'une transformation de celle-ci, ou plus exactement, d'un glissement vers une légitimité de nature procédurale.

Cette demande de transparence exige de l'école un ajustement à deux niveaux. Le premier regarde le fonctionnement institutionnel des établissements : il convient notamment de préciser les projets et les objectifs, d'explicitier les modes d'organisation et les dispositifs de régulation. Le second concerne les différents acteurs dans leur pratique quotidienne. Quelles sont leurs prérogatives, leurs tâches, leurs obligations de service, ce qu'ils doivent faire et ne pas faire ? C'est moins une conformité didactique qu'une lisibilité déontologique qui est exigée des enseignants. Le déplacement de la légitimité de l'institution scolaire met l'accent sur la dimension éthique du métier et, au-delà, sur le rôle et la place de l'enseignant au sein de l'institution¹⁴. Nous allons dans la suite de notre propos examiner, de manière attentive, les principaux arguments que l'on met habituellement en avant pour refuser l'orientation déontologique.

Objections

Examinons maintenant de manière attentive les principaux arguments que l'on met habituellement en avant pour réfuter l'orientation déontologique.

La spécificité du faire pédagogique

Le premier argument concerne la spécificité du faire pédagogique. Une pratique pédagogique est non seulement identifiable par un début et une fin mais aussi par une série d'actes que l'on peut rapporter à ce que Gilbert Vincent appelle « une unité de dessein¹⁵ ». N'y a-t-il pas un risque, avec l'introduction d'un code de déontologie, de voir la pratique pédagogique se transformer en un agir technicisé, en une suite d'opérations et, par conséquent, d'assimiler l'enseignant, éthiquement défini comme singulier, en un simple opérateur ? En d'autres termes, et plus fondamentalement, le travail éducatif n'est-il pas par définition rétif à toute approche déontologique dans la mesure même où l'aspect éthique et la dimension technique sont indissociables. Les moyens techniques mis en œuvre dans le travail pédagogique ne sont jamais

neutres axiologiquement. De plus, l'enseignant évolue dans un espace socio-symbolique (la classe, l'établissement) où la qualité de la relation qu'il entretient avec les élèves contribue directement à la qualité du travail d'apprentissage. C'est parce que le faire pédagogique est un mixte indissociable qu'il est rebelle, en son fond même, à toute forme de procéduralisation. En d'autres termes, c'est parce que le faire pédagogique est d'emblée éthique qu'il est partiellement réfractaire à une mise en forme déontologique.

Si l'objection n'est pas sans intérêt, elle n'est pas totalement irréfutable. L'enseignement, comme l'a justement souligné Israel Scheffler, est un art pratique (*practical art*), une activité orientée vers un but et « susceptible d'être améliorée à l'aide de règles¹⁶ ». Plus précisément, une modalité d'enseignement peut être saisie et analysée d'un triple point de vue : praxéologique, didactique et axiologique, et il est toujours possible en droit d'identifier et d'isoler chacune de ces dimensions. De plus, l'enseignant est dans la même situation que le médecin¹⁷. L'espace de la rencontre thérapeutique et la manière dont le médecin l'habite ont une incidence indirecte sur la qualité des soins, mais cela ne signifie pas que l'on ne peut pas dissocier geste technique et qualité relationnelle. On peut faire un raisonnement analogue à propos de l'enseignant en disant que s'il existe bel et bien un effet d'attente, il n'en reste pas moins vrai que les dimensions didactique et relationnelle du travail pédagogique sont partiellement détachables. Il n'est d'ailleurs pas rare que les rapports pédagogiques des corps d'inspection en produisent des analyses et des commentaires séparés.

Réglementation ou sagacité herméneutique

Un code de déontologie est pertinent lorsqu'il fournit au professionnel des repères et des points d'appui pour orienter son action dans les situations difficiles qu'il peut rencontrer. Dans la mesure où les univers socio-professionnels évoluent, les codes de déontologies évoluent de pair. Le code des médecins français, pour citer un exemple classique, en est aujourd'hui à sa quatrième édition (1947, 1955, 1979, 1995) ; mises à jour nécessaires pour adapter les règles professionnelles du métier aux réalités changeantes des contextes social, juridique et scientifique. L'évolution d'un code ne doit pas seulement

être pensée en terme d'adaptation mais aussi en termes d'évolution ou de redéfinition des missions professionnelles. Avec le temps, les codes de déontologies deviennent plus substantiels, effet quasi-mécanique des révisions successives; de 79 articles en 1947, le code des médecins français est passé à 112 en 1995.

Un code de déontologie peut envisager les différentes facettes d'un métier, inventorier un maximum de situations critiques, il ne saurait pour autant les recenser toutes. Il y aura toujours un cas imprévu, une conjoncture nouvelle, une situation inédite. Il y a là, pour certains détracteurs de l'orientation déontologique, une insuffisance principielle. Il conviendrait alors de préférer à toute réglementation, par définition toujours incomplète, un art de juger. L'argument n'est guère convaincant. Nous connaissons la thèse désormais classique de Ronald Dworkin à propos de la complétude du droit. Le droit est complet ou plus exactement il est « complétable », nous dit Dworkin, car il est constitué de règles et de principes. Or si la règle est univoque, le principe, par sa nature éthico-juridique, est tendanciellement équivoque¹⁸.

D'où pour Dworkin, la possibilité toujours offerte au juge, dans des situations difficiles où le cas à traiter n'est pas immédiatement subsumable sous une règle, d'engager un travail herméneutique, le libérant d'une éventuelle accusation de déni de justice. Il en est de même pour la normativité déontologique qui, par son hétérogénéité même, rend possible et appelle une forme de « sagesse pratique¹⁹ ». De manière générale, il est pertinent de rappeler que toute norme socio-morale, dans la mesure où elle n'enferme jamais les modalités de son application, appelle une « sagacité herméneutique²⁰ » et, qu'à l'inverse, celle-ci présuppose un cadre qui l'oriente.

Le retour de l'hétéronomie

C'est le philosophe canadien Charles Taylor qui a attiré notre attention sur le développement de l'éthique de l'authenticité dans la culture moderne. Au-delà de l'exigence d'autonomie qui demande au sujet de se déterminer par lui-même et d'assumer ses actes, l'exigence d'authenticité l'appelle à être lui-même et à pleinement réaliser les potentialités qui le

singularisent. Nouvelle montée de l'individualisme, mais n'entendons pas ce terme en un sens négatif, comme un synonyme d'égoïsme et de retrait, mais en un sens positif, moral, comme souci de s'autodéfinir²¹. « Être sincère envers moi-même signifie être fidèle à ma propre originalité, et c'est ce que je suis seul à pouvoir dire et découvrir. En le faisant, je me définis du même coup. Je réalise une potentialité qui est proprement mienne. Tel est le fondement de l'idéal d'authenticité²² ».

Il peut paraître surprenant, à l'heure où l'authenticité devient un des traits distinctifs de la modernité, d'en appeler dans le même moment à l'instauration de codes qui, d'une certaine manière, signe le retour de l'hétéronomie. On peut penser l'homme moderne, hypothèse plausible, comme fondamentalement marqué par l'ambivalence, c'est-à-dire demandeur à la fois d'autonomie et de sécurité, d'originalité et de conformisme²³. C'est en tout cas sur la demande d'hétéronomie que se greffe la critique de Luc Boltanski et Eve Chiappello²⁴. L'outil déontologique n'est-il pas susceptible de devenir une arme disciplinaire ? En entrant dans la panoplie de la nouvelle gestion managériale, le code de déontologie ne tend-t-il pas à se transformer en un cahier des charges et à devenir un outil de contrôle des salariés. Contrôle indirect, contrôle à distance qui vient prendre le relais d'une surveillance directe, devenue physiquement difficile et psychologiquement insupportable. On peut déjà répondre à cet argument en disant qu'il convient d'examiner le contenu précis du code en question et l'orientation générale qui le sous-tend.

On peut risquer une réponse plus substantielle en précisant les deux sens qu'enferme le concept de responsabilisation. Le premier sens, placé sous le signe de la contrainte et de la surveillance, est un appel à plus de contrôle. La responsabilisation s'inscrit ici dans une orientation clairement disciplinaire. En un second sens, responsabiliser consiste à accorder un supplément de pouvoir, à faire confiance aux acteurs et à en appeler à leur esprit d'initiative. Responsabiliser, c'est accroître leur autonomie, élargir leurs possibilités d'action et ce, dans le respect d'un ensemble de principes et d'obligations générales qui définissent un cadre. Il n'y a donc aucune nécessité à lier systématiquement, comme le font certains auteurs, déontologie et stratégie de contrôle²⁵.

L'objection de la faisabilité

C'est la dernière, celle que l'on invoque avant de rendre les armes : si la perspective déontologique est intéressante voire souhaitable, elle n'est guère applicable, notamment dans la fonction publique. Il est aisé de faire remarquer qu'il existe des corps de la fonction publique déjà dotés d'une déontologie. Cela étant, l'argument le plus probant est celui que l'on peut tirer des travaux de Jean-Louis Mouralis sur la déontologie médicale. Le code de déontologie, relève ce spécialiste, reconnaît comme valable l'exercice salarié de la médecine. « Le fait pour un médecin d'être lié pour l'exercice de sa profession par un contrat ou un statut à un organisme public ou privé, ne diminue en rien l'intensité de ses devoirs professionnels²⁶ ».

Non seulement la déontologie s'applique, mais elle n'en est que plus utile, pour le professionnel, car elle réduit la subordination inhérente à la qualité de salarié aux seules sujétions relatives aux conditions de travail (lieu, horaires, conditions matérielles). Dès lors l'indépendance du médecin reste intacte dans le domaine strictement médical et peut même l'amener, le cas échéant, à repousser des ingérences de son employeur sur ce terrain. Ce faisant, nous dit Jean-Louis Mouralis, il ne commettrait aucune faute professionnelle²⁷. Il faut alors inverser la logique argumentative et dire qu'une déontologie est d'autant plus souhaitable que le contrat de travail est exigeant, d'autant plus souhaitable qu'elle est, en droit, toujours possible.

Au terme de cet examen contradictoire, si nous ne devons retenir qu'un seul argument militant en faveur de l'orientation déontologique, argument bref, raison décisive, nous dirions ceci : « dans une société où l'*ethos* professionnel -l'*ethos* partagé- est lourd, prégnant, épais, et où au sein de laquelle les usagers recourent peu au droit comme modalité médiatrice, alors une déontologie peut toujours et, à bon droit, être suspectée d'être un instrument de contrôle et de surveillance ; mais lorsque les choses s'inversent, et c'est bien ce à quoi nous assistons aujourd'hui, c'est-à-dire lorsque l'*ethos* partagé au sein d'une profession devient ténu et lorsque la société civile n'hésite plus à recourir au droit pour arbitrer les conflits et les malentendus alors la déontologie change de valence et devient une instance protectrice.

Pertinence

Il ne s'agit plus, dans cette section, de défendre le choix déontologique, en tant que tel, d'avancer des raisons sociologiques, mais de réfléchir à la forme que pourrait prendre une déontologie enseignante dans un contexte professionnel sécularisé et pluraliste. Dans les quatre premiers paragraphes, nous donnons corps à l'idée de minimalisme déontologique qui nous semble être la perspective la plus prometteuse²⁸. Dans les trois derniers paragraphes, nous montrons qu'une déontologie n'est pas un ensemble de règles que l'on applique de manière mécanique mais un cadre de configuration, c'est-à-dire un ensemble de principes, de recommandations et de modèles qui permet de configurer des interactions sociales. Dès lors, la compréhension de l'agir éthique s'en trouve profondément modifiée et, au-delà, les grandes lignes d'une formation éthique et déontologique des enseignants.

Le minimalisme moral

On doit à l'utilitariste anglais John Stuart Mill d'avoir initié dans son ouvrage *De la liberté* l'idée de minimalisme moral en restreignant les préoccupations de l'éthique au principe de non malfaisance (tendre à ne pas nuire). De Mill (1859) à Ogien (2007), qui se réclame lui aussi du minimalisme, on peut dire que l'on passe d'un minimalisme moniste (un seul principe) à un minimalisme pluraliste (plusieurs principes) puisque Ruwen Ogien propose de retenir non plus un, mais trois principes : celui de non nuisance, celui de l'égale considération des personnes et celui de l'indifférence morale du rapport à soi²⁹. Ce qui nous intéresse est moins la proposition normative que fait Ruwen Ogien que le double geste qui est au travail dans son entreprise de minimalisation de la sphère morale.

Tout minimalisme requiert un resserrement du domaine moral. D'où la vive contestation par exemple chez Ogien des « devoirs envers soi-même » qui, à ses yeux, ne doivent plus être tenus pour des devoirs moraux mais pour de simples préceptes de prudence. Le second geste est un geste de neutralisation. Il s'agit de tenir l'éthique à l'écart des « idéaux de la vie bonne », c'est-à-dire des conceptions plurielles du bonheur. C'est ce double mouvement -de resserre-

ment et de neutralisation- que nous reprenons à notre compte pour définir la notion de minimalisme déontologique. Mais avant, il convient de comprendre ce qu'ont pu être les déontologies d'hier et leur propension colonisatrice pour mesurer le tort qu'elles ont pu porter à l'idée même de déontologie. C'est bien la difficulté actuelle, montrer l'impérieuse nécessité de s'engager dans la voie déontologique alors que celle-ci apparaît encore bien souvent comme une impasse.

Déontologie ancienne, déontologie moderne

Dans l'enseignement primaire, il est un précédent que l'on ne peut manquer d'évoquer ne serait-ce que brièvement : c'est le *Code Soleil*. Appelé à ses débuts *Le livre des instituteurs*, le *Code Soleil* doit son nom à un certain Joseph Soleil, chef de bureau au ministère de l'Instruction Publique et chargé des questions de législation scolaire aux écoles normales supérieures de Fontenay et de Saint Cloud. La première édition de son ouvrage paraît en 1923 et sera reconduite pendant plus de cinquante ans, jusqu'en 1979, dans une formule quasi inchangée. La préface de l'ouvrage précise qu'il est « le guide indispensable officiellement recommandé aux élèves-maîtres et élèves-maîtresses des écoles normales » car il est notamment « le code professionnel auquel les maîtres (...) auront constamment à se reporter au cours de leur carrière³⁰ ». L'ouvrage comporte dix parties, la première intitulée « Morale professionnelle » est celle qui nous intéresse plus particulièrement. Elle s'organise en sept chapitres qui se déclinent comme suit : l'éducateur, la vie privée de l'instituteur, la neutralité scolaire, les devoirs envers les élèves, les devoirs à l'égard des familles, les relations avec les collègues et, pour terminer, les devoirs envers les autorités.

Ce qui d'emblée surprend ce sont les recommandations concernant la vie privée de l'enseignant. Il y a dans cette propension à régir les vies professionnelles, privée et publique quelque chose d'excessif pour ne pas dire d'inquisiteur. « Ainsi, note André Pachod qui a consacré une thèse à ce fameux *Code Soleil*, rien n'est laissé au hasard, toute l'action de l'instituteur est systématiquement centrée autour de cette mission de former des hommes. (...) L'instituteur-éducateur donne tout à tous, toujours et partout. Il ne s'appartient plus lui-même, il renonce

à des confort personnels et sociaux légitimes pour se mettre en état de disponibilité permanente ...³¹ ». L'instituteur d'hier devait se comporter à l'école en prophète de la République, en société et en famille en apôtre laïc et en missionnaire du positivisme scientifique. Si l'on suit les analyses que propose André Pachod, tout réside dans l'affirmation d'une nécessaire vocation, vocation qui fait de l'instituteur un témoin permanent.

« Eveilleur d'intelligence », « serviteur d'idéal », « guide », « animateur », l'instituteur du *Code soleil* accomplit autant un apostolat qu'un métier. Ce qui caractérise les déontologies modernes est précisément leur refus obstiné de regarder et de prescrire au-delà de la sphère professionnelle. Il n'est pas question ici de parler de minimalisme pour qualifier ce légitime resserrement. Ce que nous nommons minimalisme déontologique est une perspective déontologique moderne qui obéit à une triple caractéristique. Si les déontologies modernes se caractérisent par le resserrement, le minimalisme déontologique peut alors être présenté comme un resserrement dans le resserrement.

La perspective minimaliste

Rappelons qu'une profession n'est ni une association (un rassemblement volontaire de personnes), ni une communauté (un groupe partageant une même conception du bien). Ce qui relie les membres, au sein d'une même profession, n'est ni ce qu'ils sont, ni ce qu'ils entendent devenir mais ce qu'ils ont à faire ensemble, ici et maintenant. Ce n'est ni du côté de l'identité, ni du côté du *telos* qu'il faut chercher l'élément fédérateur mais du côté de la tâche commune. Dans une société plurielle et sécularisée, en un mot, moderne, ce n'est ni la ressemblance des acteurs ni la convergence des vocations qui constituent le centre de gravité d'une profession mais son utilité publique. Elle constitue comme l'a bien vu Hegel « l'honneur » d'une profession. « Dans la corporation, remarque Hegel dans ses *Principes de la philosophie du droit*, le droit soi-disant naturel d'exercer son habileté en vue d'en tirer tout le gain qu'il est possible d'obtenir, ne trouve de limite que dans la mesure où la corporation destine cette habileté à la rationalité, la libère de l'opinion individuelle et de la contingence, et du danger qu'elle présente pour soi et pour les autres, la

reconnaît, lui garantit la sécurité et l'élève à la dignité d'une activité consciemment exercée en vue d'un but commun³² ».

Ainsi, une profession apparaît comme telle lorsque les professionnels se reconnaissent une tâche commune d'utilité collective et lorsqu'ils sont capables de se coordonner en s'imposant un ensemble de règles partagées. Il y a une primauté de l'activité, une antériorité de l'action sur l'identité. L'action commune et concertée ne résulte jamais de l'identité, bien au contraire, elle la fonde et la construit. L'identité n'est pas une condition mais une conséquence, car c'est en s'assemblant que l'on a des chances de se ressembler. Une déontologie enseignante doit comporter un préambule qui énonce les missions qui incombent aux enseignants et décline les valeurs professionnelles attachées à leur exercice. Au-delà de cette affirmation inaugurale, l'option dite faible ou minimaliste que nous défendons obéit à trois grands principes qu'il faut maintenant expliciter.

Un principe de sobriété

Tout d'abord, les normes retenues ne doivent pas être trop nombreuses. Il doit s'agir d'un texte court articulé autour de quelques articles-clefs, d'un texte de référence sur lequel on peut prendre appui pour agir et faire des arbitrages. Le problème ici est moins de rompre avec les représentations qui accréditent l'idée qu'une déontologie n'est qu'une longue liste de prescriptions et de proscriptions que de répondre à la question de l'efficacité, question qui appelle en retour un texte facilement « maniable ». De ce point de vue, la déontologie des psychologues est exemplaire alliant l'essentiel et la concision. Le principe de sobriété normative ne saurait être identifié à celui de parcimonie (normative) que défend Ruwen Ogien dans son ouvrage *Le rasoir de Kant*. Rappelons que Ruwen Ogien dérive son principe de parcimonie de l'affirmation kantienne selon laquelle « un commandement ordonnant à chacun de chercher à se rendre heureux serait une sottise ; car on n'ordonne jamais à quelqu'un ce qu'il veut déjà inévitablement de lui-même ». Il est tout aussi stupide, note Ogien dans le sillage de Kant, d'enjoindre à quelqu'un de faire ce qu'il a envie de faire que de lui interdire ce qu'il ne souhaite pas faire³³.

Le principe de parcimonie exige donc d'éliminer les normes superflues et les injonctions inutiles. C'est une raison logique qui commande ce principe. « Un ordre commandant à quelqu'un de faire ce qu'il veut de lui-même serait aussi absurde qu'un ordre commandant à quelqu'un de fermer la porte alors qu'elle est fermée ou de l'ouvrir alors qu'elle est ouverte³⁴ ». Si du point de vue sémantique la recommandation reste un ordre, du point de vue pragmatique il n'en est plus un car il est sans objet. Le principe de sobriété que nous défendons ne s'adosse pas à une considération logique mais praxéologique, considération selon laquelle trop de normes anesthésient la norme. Un dispositif est d'autant plus mobilisable qu'il n'enferme pas un nombre pléthorique de règles et de recommandations. L'exigence d'économie ne porte pas sur l'inutile mais sur l'excès. Ce n'est pas le risque de la contradiction mais la crainte pratique de l'inefficacité qui fonde le principe de sobriété. Il s'attaque à la propension à surnormer les activités sociales et au risque d'affaiblissement normatif qui en découle.

Un principe de stabilité.

Ce second principe a une double signification, politique et éthique. Au plan politique, il exprime l'idée que les obligations ne doivent pas être « chimériques » ou extravagantes mais raisonnables, c'est-à-dire qu'elles doivent pouvoir être imposées et acceptées de tous. Le principe de stabilité a aussi une signification éthique. Nous faisons sur ce point référence aux travaux du philosophe américain John Rawls qui accorde une place originale à l'idée de stabilité dans ses travaux. Pour ce dernier, des institutions justes sont dites stables lorsqu'elles peuvent faire l'objet d'un consensus dans une société plurielle et lorsqu'elles permettent d'acquiescer « un sens suffisant de la justice³⁵ ». Donner « un sens suffisant de la justice ». Une déontologie doit travailler à donner à l'ensemble des membres d'une profession ce que nous pourrions appeler, de manière analogue, « un sens suffisant de la morale ». De même qu'il existe « une mère suffisamment bonne » chez Winnicott, il doit y avoir « un maître suffisamment moral ». Une déontologie est là pour soutenir et étayer l'autonomie morale des professionnels car il n'y a pas d'attitude éthique consistante et durable qui ne s'appuie sur une précompréhension de l'expérience morale telle

qu'elle est donnée par la communauté professionnelle. La réflexion et l'agir éthiques exigent pour se développer comme le relève Monique Canto-Sperber « une morale déjà là qui lui donne son contexte de sens³⁶ ». Le principe de stabilité est un principe mixte, à la jonction de l'éthique et du politique, qui garantit la pérennité des règles par le sens moral des acteurs et la moralité de ceux-ci par la fiabilité de celles-là.

Un principe de neutralité

Enfin, le minimalisme déontologique obéit à un principe de neutralité. Il ne s'agit pas d'une neutralité axiologique puisque, nous l'avons dit, le préambule doit énoncer les valeurs propres à l'activité d'enseignement mais d'une neutralité socio-professionnelle et didactique. Plus précisément, l'option déontologique doit rester silencieuse sur les mobiles de l'engagement professionnel (pour quelle(s) raison(s) a-t-on choisi ce métier) et sur les formes de l'excellence didactique (les procédés et procédures jugées *hic et nunc* comme étant les plus pertinentes pour enseigner les différentes notions du programme). Tel est le paradoxe d'une déontologie moderne : être structurée à partir d'un lieu vide, d'un silence essentiel. Toute déontologie qui se hasarderait à énoncer les « bonnes raisons » d'entrer dans le métier et à prescrire les canons didactiques ruinerait et le crédit et la liberté des praticiens. Rester silencieux sur les formes de l'excellence didactique signifie qu'une déontologie n'a pas à dire : « voilà la bonne méthode de lecture », « voilà la bonne manière d'évaluer de la biologie » ou encore « voilà le bon procédé pour établir des remédiations efficaces en mathématique ». Elle n'est pas, loin s'en faut, indifférente à la compétence professionnelle, elle demande à l'enseignant d'évaluer, d'organiser des séquences ou encore d'établir des progressions mais elle s'interdit de dire « voilà la bonne manière de le faire ». Pour user d'une formule : oui à la compétence professionnelle, non aux multiples modalités de sa mise œuvre ; une déontologie n'est pas un traité de didactique³⁷.

Minimalisme et pluralisme

Telles sont les trois grandes caractéristiques du minimalisme déontologique : la sobriété, la stabilité

et la neutralité. Le minimalisme déontologique est sans doute la seule régulation compossible avec le pluralisme moderne. Il offre en effet la possibilité de consensus normatifs dans des univers socio-professionnels marqués par le dissensus éthique car il résulte d'un « consensus par recoupement » (*overlapping consensus*), c'est-à-dire d'un accord pratique sur des normes et des procédures entre protagonistes ayant des conceptions professionnelles et des convictions morales différentes³⁸. En ce qui concerne les relations pédagogiques (avec les élèves) et les relations professionnelles générales (avec les collègues, les parents, les autorités), il permet de trouver des accords sur un ensemble de normes sans préjuger des raisons dernières qui fondent cet accord. En d'autres termes, les partisans d'une morale utilitariste et les tenants d'une lecture kantienne, pour prendre les positions morales les plus opposées d'un point de vue normatif, peuvent très bien adopter les mêmes normes de conduite tout en ayant des raisons très différentes de le faire.

On pourrait aisément montrer qu'utilitaristes et kantien accepteraient, les uns comme les autres, le devoir de confidentialité à l'égard des élèves tout en ayant des raisons très différentes de le justifier. L'important dans une profession marquée par la pluralité et la diversité est de trouver des accords sur des normes et des pratiques sans avoir à avaliser une justification commune, de surcroît souvent impossible à trouver. En effet, il n'appartient pas aux kantien de devenir utilitaristes et aux utilitaristes de devenir kantien mais de trouver un terrain d'entente qu'il leur permet de rester ce qu'ils sont. En mettant entre parenthèses ce que l'on peut appeler avec Rawls les « doctrines compréhensives » c'est-à-dire ici les options éthiques particulières et les considérations personnelles ultimes relatives au sens de l'enseignement³⁹, le minimalisme déontologique offre la possibilité de consensus normatifs dans des univers marqués par le pluralisme didactique, éthique, et politique.

C'est une banalité de dire aujourd'hui que les démocraties modernes sont des sociétés différenciées et pluralistes. Ce qui l'est un peu moins c'est de compléter ce constat sociologique par une lecture anthropologique qui souligne l'aspect fragmenté et composite de nos références morales personnelles. La condition morale de l'homme moderne, comme l'ont souligné Charles Taylor et Monique Canto-Sperber,

est hétérogène ; entendons par là que nos réflexions morales s'appuient à la fois sur des références issues des traditions antiques, des valeurs héritées du judéo-christianisme ou encore sur des éléments empruntés à la culture actuelle des droits de l'homme⁴⁰. Ces différentes traditions morales restent vives en chacun de nous, elles se superposent, s'enchevêtrent et s'organisent selon des configurations originales qui ne sont pas, en certaines occasions, exemptes de toute contradiction. Hétérogénéité subjective au sein d'un monde pluriel, telle est notre condition morale d'homme moderne. Le minimalisme déontologique s'accorde parfaitement avec cette situation de fait.

Un second point mérite d'être précisé pour lever tout malentendu sur la perspective minimaliste. Nous aurions tort d'assimiler le minimaliste à une morale mineure. Bien souvent, les acteurs sociaux ne veulent pas seulement obéir à des normes, ils veulent aussi, en bien des occasions, manifester la valeur de leur activité. Pour cela, ils se démarquent des comportements les plus communs par des attitudes surrogatoires, agissant souvent mieux qu'on ne le fait d'ordinaire. « Bref, comme le note Pierre Livet, ils transforment le domaine des normes en un domaine de valeurs⁴¹ ».

Un cadre de configuration

Une déontologie enferme non seulement des règles et des principes mais aussi des procédures et des prototypes. Cette hétérogénéité ne doit pas être regardée comme un artéfact, comme une imperfection normative mais, tout au contraire, comme la possibilité toujours ouverte d'une action adéquate. La norme déontologique est « une heuristique », pour reprendre le terme d'Olivier Favereau, dans la mesure où jamais elle ne s'applique mécaniquement aux situations qu'elle est censée régir⁴². Elle est un schéma, un modèle qui donne des indications qui doivent être mises en acte avec tact et doigté par les acteurs. Une déontologie est moins là pour prescrire que pour présenter un ensemble de modèles et de repères qui permettent de configurer des interactions sociales.

Dans la mesure où le registre de l'action n'est jamais réductible au registre de la règle et ce, pour la bonne et simple raison qu'une action se déroule

dans le temps et dans un contexte marqué par la contingence, il faut alors oublier le langage causaliste et comprendre que la relation qui unit normes et pratiques est une relation interne et non externe, une relation d'appartenance mutuelle et d'élaboration réciproque et non de causalité. Une déontologie est un cadre de configuration qui offre, sous une forme objectivée, des indications pratiques, qui sont collectivement disponibles et qui sont la résultante d'apprentissages antérieurs dans différents domaines de la pratique professionnelle⁴³. Une déontologie est, pourrions-nous dire, un *background*, non au sens mentaliste de Searle⁴⁴ mais au sens objectiviste de Taylor⁴⁵, elle est le nécessaire point d'appui pour poser des actes responsables et agir avec la détermination morale requise dans les situations qui tissent le quotidien professionnel.

Une compétence imaginative

Dès lors, c'est l'agir moral qu'il convient de repenser ou plus exactement de repréciser. Le travail moral porte sur des interdictions et des obligations à poser, sur des finalités à préciser, sur des pondérations et des justifications à énoncer, ou encore sur des dilemmes et des ambiguïtés à élucider. Il ne s'agit pas, en l'occurrence, de minimiser le rôle de la raison dans l'exercice moral. Disons-le clairement, il n'y a pas d'agir moral sans une raison qui délibère, et sans doute faut-il admettre que la rationalité pratique n'est guère différente de la rationalité théorique. L'erreur serait d'omettre le rôle essentiel de l'imagination dans l'agir moral. « Dans le domaine de la morale, obsédée par les règles, la tradition classique, note Jean de Munck, a totalement sous-estimé l'importance de la perception des situations éthiques. On a voulu faire de l'éthicité une simple question de règles. Or un comportement nous apparaît lâche, courageux, généreux, droit, retors ou honnête en vertu d'une saisie d'ensemble de la situation. Nous apprenons la moralité à travers des exemples, réels ou fictifs. (...) La réflexion morale devient alors une question de compétence imaginative⁴⁶ ».

Evaluation des rapports de justesse et de convenance, travail de mise en relation et d'ajustement, la « compétence éthique », si cette expression a un sens, est aussi une capacité pragmatique qui opère par des jeux de rapprochements et de variations entre

le nouveau et le déjà-vu. Elle n'est pas une compétence à appliquer, législative, elle n'est pas de l'ordre d'un jugement descendant ou déterminant, elle est une compétence interprétative au sens où Gadamer entend ce terme, c'est-à-dire un travail de remémoration herméneutique. L'agir moral exige des expériences engrangées, une mémoire des formes morales car il procède par glissement, par analogie, par reprise ... Mieux, la compétence éthique est, comme l'écrit Jean de Munck, une compétence imaginative, c'est-à-dire une capacité à configurer imaginativement des situations. D'où l'importance d'un cadre, celui-ci ne se substitue jamais à l'exercice éthique, il en est la condition de possibilité⁴⁷. Agir de manière éthique, c'est en somme agir de manière convenable.

Une formation renouvelée

La formation des enseignants aux questions éthiques et déontologiques pourrait alors s'organiser :

1. *En s'appuyant sur une clinique des situations concrètes*, c'est-à-dire en proposant un travail d'analyse critique d'un panel de situations professionnelles (typiques ou banales) problématisées. Ce travail sur des études de cas n'est pas là pour apprendre au futur professionnel à anticiper - car on n'apprend jamais à anticiper en ce domaine- mais pour l'aider à percevoir des enjeux de nature morale, le rendre vigilant aux points d'affrontement et d'opposition et lui montrer que toute pratique professionnelle est traversée par des tensions et des dilemmes⁴⁸.

2. *En privilégiant une lecture contextualiste*, lecture selon laquelle les décisions morales pour être justes exigent de tenir compte de certaines caractéristiques contextuelles pertinentes. La notion de contexte ne doit pas être comprise, pour reprendre les termes de Jean Lave, comme une arène (*arena*), c'est-à-dire comme un contenant au sein duquel se déploie l'action mais plutôt comme une configuration (*setting*) qui est produite, en partie, par l'activité des personnes impliquées au sein de celle-ci⁴⁹. Le contexte n'est donc pas un ensemble fixe de conditions environnantes, mais un processus dynamique qui est lié à l'action même des acteurs.

3. *Enfin en initiant les futurs professeurs à un travail d'énonciation déontologique* qui est une énon-

ciation praxéologique (relative au recommandable/ au souhaitable et à l'inacceptable) se situant au carrefour du droit (le permis/le défendu), de l'éthique (le bien/le mal) et de l'applicabilité (le possible). Telles pourraient être les grandes lignes organisatrices d'une formation renouvelée en la matière.

Perspectives

Une régulation intermédiaire

Si chacun au sein d'une profession est responsable de ses actes et de ses comportements, ceux-ci ont aussi des conséquences en termes de reconnaissance et de crédibilité pour l'ensemble de la profession. À l'inverse, la mise en cause d'une profession, en tant que telle, est toujours mise en cause, ne serait-ce que de manière indirecte, des membres individuels qui la composent. Cette solidarité de fait crée, par-delà les responsabilités individuelles directes, de nouvelles responsabilités : de la profession envers le professionnel et de celui-ci envers l'ensemble des membres de la profession. La déontologie est le « lieu » où s'explicite cette solidarité professionnelle et où s'affirme la distinction entre identité publique (du professionnel) et identité privée (de la personne). Si les pouvoirs publics incitent parfois les professions à entrer dans un processus de déontologisation, il n'est pas rare, comme le montre à l'envi l'actualité, que ce soient les professionnels qui en prennent l'initiative, car l'impact d'une déontologie dépasse toujours les strictes limites de la profession. Hegel et Durkheim l'ont bien vu⁵⁰, en situant la morale professionnelle entre la morale familiale et la morale civique, ils la définissent comme une régulation intermédiaire, essentielle à la morale publique.

Le projet déontologique participerait assurément à renouveler le pacte de confiance entre l'école et les parents. Le professionnel, mais aussi l'utilisateur, peuvent-ils l'un comme l'autre, encore se satisfaire d'une responsabilité *a posteriori*, strictement disciplinaire, se contentant de sanctionner, dans un après-coup souvent tardif, des fautes avérées et répétées ? N'aurait-il pas à y gagner, l'un et l'autre, à voir une logique préventive prendre le pas. N'aurait-il pas à y gagner, l'un et l'autre, à voir une perspective éthique se substituer à une logique de contrôle, car dans la

situation actuelle qu'on le veuille ou non c'est bien « le modèle pénal de l'infraction et de la peine qui se rejoue au plan disciplinaire⁵¹ », en régime déontologique le souci de bien faire prend toujours les devants sur la gestion disciplinaire des écarts et des manquements.

Déontologie et corporatisme

La relation maître-élève et les devoirs qui s'y rapportent occuperaient sans aucun doute une place importante dans un code de déontologie enseignante. Pour preuve lorsque Louis Legrand est invité, il y a quelques années déjà, à disserter sur la question déontologique dans un numéro de la revue *Education & Devenir*, il s'en tient aux seuls devoirs de l'enseignant en situation d'enseignement, oubliant le fait que l'acte d'enseigner s'inscrit dans un contexte social et institutionnel⁵². Une déontologie doit certes envisager les rapports maître-élèves mais aussi les relations avec les autorités de tutelle, les collègues, les parents (ou tuteurs) et les autres professionnels qui interviennent au sein de l'école. Une déontologie est, si l'on peut dire, multi-directionnelle, ce qui a des conséquences sur le processus d'élaboration déontologique.

Lorsqu'une profession se dote d'une charte d'éthique ou d'un code de déontologie, cela l'oblige à un important travail d'explicitation et de justification de ses principes et de ses procédures. Mais les règles et les normes retenues ne sauraient avoir de validité sans « un passage au dehors », c'est-à-dire sans être discutées et reçues par les autres protagonistes impliqués par l'action professionnelle. En ce qui concerne l'enseignement, il va sans dire que les parents d'élèves ou les autorités de tutelle doivent être conviés à donner leur avis. Aussi, l'élaboration déontologique exige de la profession ce que Jürgen Habermas appelle « un changement de perspective⁵³ ». Il ne s'agit pas, pour les enseignants, de chercher la meilleure réglementation « pour eux » mais une réglementation « également bonne » et acceptable par tous, eu égard à la légitime revendication que chaque protagoniste impliqué (parents, élèves, autorités de tutelle) peut être amené à faire valoir.

Le travail déontologique exige de la profession un travail d'élucidation morale car il requiert des acteurs une posture décentrée qui précisément ne

coïncide pas avec le corporatisme étroit de simple défense des intérêts les plus immédiats. C'est ce qu'a bien vu Monique Canto-Sperber lorsqu'elle écrit que « Derrière cette préoccupation pour les codes et les règles, on peut lire aussi l'espoir que soit mise en place une possibilité de réflexion et de questionnement sur la légitimité des règles, sur le bien qui est visé par chaque activité, sur la manière dont les pratiques s'inscrivent dans la communauté sociale, espoir qui dépasse le cadre de la déontologie et serait proprement moral⁵⁴ ».

Pour conclure

Jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, le monde des professeurs du secondaire est resté un univers restreint à quelques milliers de fonctionnaires. C'était une corporation peu nombreuse et qui bénéficiait de l'accord qui régnait entre l'institution scolaire et la société dans son ensemble. L'école était perçue comme un puissant levier de promotion sociale et la culture que l'on y dispensait était fortement valorisée. La distance sociale entre enseignants et élèves n'excluait pas des proximités et des connivences culturelles. En classe, les références à la culture et une certaine rigueur suffisaient à garantir la place et l'autorité du maître. La stabilité de ce monde professionnel et un recrutement faible et sélectif permettaient même de définir, selon la formule d'Antoine Prost, « un canon pédagogique », c'est-à-dire une sorte d'idéal professoral, un modèle social à l'usage des jeunes collègues⁵⁵. Hors de l'école, on faisait crédit au professeur qui représentait une certaine grandeur en incarnant des valeurs unanimement reconnues. D'une manière générale, l'image sociale du professeur était valorisée, et l'on reconnaissait volontiers à cet intellectuel peu fortuné des vertus de probité, de rigueur et de désintéressement. C'était le temps de l'évidence éthique. La hausse rapide des effectifs d'élèves, notamment dans les décennies d'après-guerre, liée à la poussée démographique et à la diffusion des progrès scolaires, va modifier en profondeur cet univers relativement stable. Conséquemment, l'exercice du métier s'en est trouvé fortement bouleversé.

Si l'institution était libérale vis-à-vis des professeurs du secondaire, elle était en revanche très méfiante à l'endroit des instituteurs. L'histoire du

Code Soleil en est une belle illustration. André Pachod a bien montré ce qu'il pouvait y avoir de grand mais aussi d'inquisiteur dans les recommandations de ce code. Grand indiscutablement, lorsqu'il en appelle à la vertu de l'exemple et à l'exigence de maîtrise affirmant que c'est par une lente imprégnation que se gagne le cœur des élèves. Désuet et inquisiteur quand il entend régir, par-delà l'exercice du métier, les vies privée et publique des maîtres. D'un côté un corps professoral à qui on faisait crédit, de l'autre côté un corps des instituteurs soumis à une véritable entreprise de moralisation et de contrôle

social. Ces deux modèles n'ont, aujourd'hui, plus cours ; ils sont tout simplement devenus inopérants dilués dans les métamorphoses modernes du monde scolaire. L'éthique individuelle des professeurs n'avait d'efficace qu'adossée à un *éthos* pédagogique partagé, le contrôle moral des maîtres n'était accepté que parce qu'il se dissimulait sous les habits de la conquête républicaine. L'orientation déontologique, développée sous la forme du minimalisme, représente une alternative originale à la hauteur des enjeux éthiques et politiques d'une modernité complexe et exigeante.

NOTES

1. Rawls, 2006, 62-63.

2. Kahn, 2006, 113.

Sur la crise de l'autorité éducative, on peut se reporter à Prairat, 2008, pp. 34-36.

3. Canto-Sperber, 2001, p. 25.

4. Bergel, 1997, p. 20.

5. Salas, 2003, p. 5.

6. Code de déontologie actuel des psychologues du 25 mars 1996, exposé des motifs.

7. Roman, 1998, p. 55.

8. Vincent, 2001, p. 50.

9. Renaut, 2004, pp. 233-257.

10. Obin, 1994, p. 12.

11. On peut décliner la protection juridique du fonctionnaire dans trois directions : protection pour des dommages causés par celui-ci lors du service et engageant sa responsabilité civile, protection contre des faits provoqués par des tiers, et prise en charge éventuelle de sa responsabilité pénale dans certaines situations.

12. il est intéressant de noter que le code de déontologie des thérapeutes, adopté par l'Association Européenne de Psychothérapie le 20 mai 1995 à Zurich précise juste après son préambule que les règles déontologiques « visent à protéger le patient/client contre les applications abusives de la psychothérapie par les praticiens ou les formateurs, servent de règles de conduite à leurs membres, servent de référence en cas de plainte ». Telles sont les trois grandes fonctions assignées à ce code.

13. Vincent, 2001, pp. 42-43.

14. Prairat, 2002, pp. 138-151.

15. Vincent, 2001, p. 45.

16. Scheffler, 2003, p. 103

17. L'analogie entre pratique enseignante et pratique médicale est loin d'être illégitime comme le montre Israël Scheffler (Ibid., p. 103).

18. Voir Dworkin, 1994.

19. Ricoeur, 1990, p. 313.

C'est bien ainsi que Ricoeur définit la sagesse pratique, comme capacité « à inventer les comportements justes appropriés à la singularité des cas »

20. Guibet-Lafaye, 2006, p. 74.

21. Taylor, 1994, p. 29 note 7 et p. 53.

22. Ibid., p. 37.

Selon Charles Taylor, l'idéal d'authenticité apparaît au XVIII^e siècle avec Rousseau et Herder. Le mouvement d'esthétisation de la vie quotidienne, dans la seconde moitié du XX^e siècle, avec l'idéologie du souci de soi, va lui donner un élan décisif. Des valeurs nées dans le champ artistique, telles que l'originalité, la spontanéité ou encore la créativité, vont se diffuser dans d'autres champs sociaux et notamment dans celui qui touche à la manière d'être, au style.

23. Canto-Sperber, 2001, pp. 68-73

24. Boltanski & Chiapello, 1999, p. 557.

25. L'analyse de Denis Salas (2003) sur les juges et l'éthique est parfaitement transposable au monde de l'école et de l'enseignement. « En un mot, écrit Denis Salas, toutes les conditions semblent réunies pour ne pas ouvrir le débat tant il est menacé chez nous d'un triple piège : opacité des normes éthiques, interférences

des rapports entre justice et politique et enlèvement dans des réactions corporatistes ». Opacité des normes éthiques, défense corporatiste et usage discrétionnaire du pouvoir magistral dans les marges de l'institution sont parfois les raisons inavouables d'une opposition au projet déontologique.

26. Mouralis, 1997, p. 306.

27. Ibid., p. 306.

28. Prairat, 2007, 115-132.

29. Ogien, 2007, p. 191.

30. Pachod, 2007, p. 20.

31. Ibid., pp. 20-21.

32. Hegel, 1989, § 254.

33. Ogien, 2007, p. 92.

34. Ibid., p. 91.

35. Rawls, 2006, pp. 179-183.

36. Canto-Sperber, 2001, p. 73.

37. Il faut, nous semble-t-il, réserver le terme de pédagogie pour inventorier les invariants constitutifs de la pratique d'enseignement (évaluer, remédier, faire des progressions, ...) et réserver le terme de didactique pour les modalités et procédures de mise en œuvre de ces invariants dans des contextes disciplinaires précis (mathématique, histoire, biologie, ...). Une déontologie enseignante a pour tâche de lister les invariants pédagogiques constitutifs du métier mais elle ne saurait décliner les bonnes formes que doivent prendre ces invariants dans les différentes occurrences disciplinaires de l'enseignement. Elle requiert donc une neutralité didactique.

38. Rawls, 2000, pp. 245-283 et p. 358. On peut aussi se reporter à Rawls, 2006, pp. 171-214.

39. Rawls, 2006, p. 4.

40. Voir Taylor, 1998 & Canto-Sperber, 2001, p. 65/92.

41. Livet, 2006, pp. 37-38.

L'analyse qui dissocie trop fortement la question de la valeur de celle de la norme est une analyse spéculative. Si la norme n'est pas la valeur, norme et valeur sont cependant liées. Les valeurs resteraient de l'ordre du désir et de l'idéal si elles ne se concrétisaient pas dans des normes. À l'inverse, les normes ne se réduisent pas à de simples expressions d'intérêts ou de valeurs parce qu'elles se confrontent aux exigences de l'agir pratique. Si la norme n'épuise jamais la valeur, en revanche elle ne lui est jamais étrangère. C'est précisément parce que la valeur fait toujours signe et sens au sein de la norme que l'on peut comprendre la dimension attractive de la norme et la possibilité de son dépassement (attitudes surrogatoires). Le minimalisme ne saurait donc être assimilé à une révision à la baisse des exigences. Ajoutons que si la norme traduit un intérêt et/ou exprime une valeur, ce n'est pas la valeur qui justifie la norme mais la place que celle-ci occupe dans une économie normative plus vaste qui l'englobe. La valeur ne fonde jamais la norme mais permet de l'évaluer et parfois de la réviser.

Pour des développements plus conséquents sur le lien entre normes et valeurs, voir notre contribution pour les 11^{ème} rencontres REF de 2009 : Normes et valeurs, retour sur la normativité déontologique.

42. Favereau, 1994, p. 132.

43. De Munck, 1997, p. 54.

44. Searle, 1995, p. 129.

45. Taylor, 1995, p. 170.

46. De Munck, 1999, p. 39.

47. À titre d'exemple, le code de déontologie des psychologues (1996) précise dans les premières lignes du titre I (Principes généraux) que « la complexité des situations psychologiques s'oppose à la simple application

systématique de règles pratiques. Le respect des règles du présent Code de Déontologie repose sur une réflexion éthique et une capacité de discernement ... ».

48. La souveraineté didactique est de ce point de vue un bon exemple. S'il ne fait aucun doute que la dignité professorale appelle le libre choix des méthodes et des médiations, elle appelle, en contrepoint, pour ne pas être synonyme de licence, une exigence d'explicitation. Il s'agit moins, on le voit, de trouver des compromis que d'élaborer, *in situ*, des équilibres toujours fragiles. De même, si un devoir *prima facie* (ou devoir à première vue) s'accompagne d'une présomption d'obligation, celle-ci peut, en certaines circonstances, être remplacée par une obligation jugée plus importante.

49. Lave, 1988, p. 148.

50. Hegel, 1989, § 250-256 & Durkheim, 1995, pp. 41-78.

51. Salas, 2003, p. 5.

52. Legrand, 1994, pp. 17-21.

Louis Legrand distingue deux types de devoirs : des devoirs « domestiques » qui portent sur la conduite « quasi-matérielle » de la classe (assiduité, préparation de la classe, tenue du cahier des absences, ...) et ce qu'il appelle « des normes de nature idéologique » (respect, absence de favoritisme, laïcité, ...).

53. Habermas, 1998, p. 301.

54. Canto-Sperber, 2001, p. 90-91.

55. Prost, 1968, p. 365.

BIBLIOGRAPHIE

- Bergel, J.-L. (1997). Droit et déontologies professionnelles. Aix-en-Provence : Librairie de l'Université.
- Boltanski, L., Chiappello, E. (1999). Le nouvel esprit du capitalisme. Paris : Gallimard.
- Canto-Sperber, M. (2001). L'inquiétude morale et la vie humaine. Paris : PUF.
- Canto-Sperber, M., Ogien R. (2004). La philosophie morale. Paris : PUF.
- De Munck, J. (1997). Normes et procédures : les coordonnées d'un débat in J. De Munck, & M. Verhoeven (ed), *Les mutations du rapport à la norme. Un changement dans la modernité ?* (pp. 25-63). Paris/Bruxelles : De Boeck Université.
- De Munck, J. (1999). L'institution sociale de l'esprit. Paris : PUF.
- Durkheim, E. (1960). De la division du travail social. Paris : PUF.
- Durkheim, E. (1963). L'éducation morale. Paris : PUF.
- Durkheim, E. (1995). Leçons de sociologie. Paris : PUF.
- Dworkin, R. (1994). L'empire du droit. Paris : PUF.
- Favereau, O. (1994) Règles, organisation et apprentissage collectif : un paradigme non standard pour trois théories hétérodoxes in A. Orléans (ed), *Analyse économique des conventions* (pp.113-137). Paris : PUF.
- Griffin, J. (1997). Méta-éthique in M. Canto-Sperber (ed), *Dictionnaire d'éthique et de philosophie morale* (pp. 960-965). Paris : PUF.
- Guibet-Lafaye, C. (2006). La justice comme composante de la vie bonne. Québec : Les Presses de l'Université Laval.
- Habermas, J. (1988). L'intégration républicaine. Essais de théorie politiques. Paris : Fayard.
- Hegel, G.-W.-F. (1989). Principes de la philosophie du droit ou droit naturel et science de l'état en abrégé. Paris : Librairie philosophique J. Vrin.

- Kahn, P. (2006). Réflexions générales sur l'éthique professionnelle enseignante. *Recherche et Formation*, 52, 105-116.
- Lave, J. (1988). *Cognition in Practice*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Legrand, L. (1994). L'enseignant et ses devoirs. *Education & Devenir*, 13, 15-22.
- Livet, P. (2006). *Les normes*. Paris : Armand Colin.
- Mouralis, J.-L. (1997). Déontologie des professions de santé in J.-L. BERGEL J.-L. (ed), *Droit et déontologies professionnelles* (pp. 293-354). Aix-en-Provence : Librairie de l'Université.
- Obin, J.-P. (1994) Pour les professionnels de l'éducation nationale : morale, éthique ou déontologie ? *Education & Devenir*, 13, 6-14.
- Ogien, R. (2003). *Le rasoir de Kant et autres essais de philosophie pratique*. Paris : Editions de l'Eclat.
- Ogien, R. (2007). *L'éthique aujourd'hui, Maximalistes et minimalistes*. Paris : Gallimard.
- Pachod, A. (2007). Les cinq paradigmes actionnels de l'instituteur du code Soleil. *Les Sciences de l'éducation pour l'Ere nouvelle*, 40-2, 19-34.
- Prairat, E. (2002). La lente désacralisation de l'ordre scolaire. *Esprit*, 290, 138-151.
- Prairat, E. (2007). Il minimalismo deontologico : tentativo di definizione. *Rassegna di Pedagogia*, LXV 1-4, 115-132.
- Prairat, E. (2008). Autorité in A. van Zanten (ed), *Dictionnaire de l'éducation* (pp.32-36). Paris : PUF.
- Prairat, E. (2009a). *De la déontologie enseignante, valeurs et bonnes pratiques*. Paris : PUF.
- Prairat, E (2009b). Le minimalisme déontologique in C. Gohier & F. Jutras (ed), *Repères pour l'éthique professionnelle en éducation*. Montréal : Presses Universitaires du Québec. À paraître.
- Prost, A. (1968). *Histoire de l'enseignement en France (1800-1967)*. Paris : Armand Colin.
- Rawls, J. (2000). *Justice et démocratie*. Tr. Fr. C. Audard. Paris : Le Seuil.
- Rawls, J. (2006). *Libéralisme politique*. Paris : PUF.
- Renaut, A. (2004). *La fin de l'autorité*. Paris : Flammarion
- Ricoeur, P. (1990). *Soi-même comme un autre*. Paris : Éditions du Seuil.
- Roman, J. (1998). *La démocratie des individus*. Paris : Calmann-Lévy.
- Salas, D. (2003). Le renouveau du débat sur l'éthique du juge in D. Salas & H. Epineuse (ed), *L'éthique du juge : une approche européenne et internationale* (pp.3-18). Paris : Dalloz.
- Scheffler, I. (2003). *Le langage de l'éducation*. Tr. Fr. M. Le Du. Paris, Klincksieck.
- Searle, J. (1995). *The Construction of Social Reality*. New-York : the free Press.
- Taylor, C. (1994). *Le malaise de la modernité*. Paris : Les éditions du Cerf.
- Taylor, C. (1995). *Philosophical Arguments*. Cambridge/London : Harvard University Press.
- Taylor, C. (1998). *Les sources du moi. La formation de l'identité moderne*. Paris : Le Seuil.
- Vincent, G. (2001). *Responsabilités professionnelles et déontologie*. Paris : L'Harmattan.

DEFINITIONS DES MOTS-CLEFS

Déontologie : si l'on suit l'étymologie (du grec *deon* : le devoir et de *logos* : le discours, la raison), la déontologie est la théorie des devoirs. De manière générale, une déontologie est un ensemble de règles, de recommandations et de devoirs qui régit l'activité d'un professionnel dans l'exercice de sa tâche. À la différence d'une déontologie, ce que l'on appelle une morale professionnelle est un ensemble de règles et principes qui reste souvent implicite et se transmet dans l'exercice de la pratique de manière diffuse (par imprégnation ou mimétisme).

Morale : elle est constituée, pour l'essentiel, de principes ou de normes relatives au bien et au mal, qui permettent de qualifier et de juger les actions humaines. Certaines de ces normes peuvent être universelles (telles que le respect dû à l'être humain en tant qu'homme, l'obligation de traiter les individus de manière égale, le refus absolu d'infliger de la souffrance sans raison...) et s'appliquent à tous les êtres humains. Elles peuvent parfois être juridiquement codifiées.

Norme : nous pouvons définir le concept de norme par trois grandes caractéristiques (respectivement descriptive, impérative et attractive) : la régularité, la contrainte et la dimension collective. Une telle définition permet de subsumer sous le concept l'ensemble des notions spécifiques dérivées : norme morale, norme sociale, norme technique, norme juridique ...

Pluralisme : les démocraties modernes sont des sociétés de plus en plus ouvertes, caractérisées par la présence en leur sein de positions culturelles, idéologiques et morales différenciées. Il importe de ne pas confondre « le fait du pluralisme » avec l'idée de pluralisme normatif qui signifie tout simplement qu'il existe plusieurs types de normes (juridique, morale, technique, esthétique, sociale, ...). La théorie du pluralisme normatif conteste les lectures sociétales panjuridiques en affirmant que le droit n'est pas la seule médiation normative qui règle la vie des hommes en société.

Profession : une profession n'est ni une association (un rassemblement volontaire de personnes), ni une communauté (groupe dont les membres ont une même conception du Bien). Ce qui relie les membres, au sein d'une même profession, n'est ni ce qu'ils sont, ni ce qu'ils entendent devenir mais ce qu'ils ont à faire ensemble, ici et maintenant. Ce n'est ni du côté de l'identité, ni du côté du *telos* qu'il faut chercher l'élément fédérateur mais du côté d'une tâche commune structurée par des règles. Dans une société plurielle et sécularisée, en un mot moderne, ce n'est ni la ressemblance des acteurs ni la convergence des vocations qui constituent le centre de gravité d'une profession mais son utilité publique qui représente, comme l'a bien vu Hegel, « l'honneur » de la profession.